

+ 6 à 7% d'augmentation en 6 mois : nouvelle hausse inacceptable du prix de l'électricité

Le gouvernement a confirmé ce matin que les tarifs de l'électricité augmenteront, début 2011, de 3 % à 4%. Au mois d'août, le prix de l'électricité avait grimpé de 3,4% en moyenne. C'est entre 6 à 7% de plus que les ménages paieront en six mois, du jamais vu depuis des décennies. La CNL dénonce cette décision et appelle les consommateurs à se mobiliser pour refuser cette nouvelle hausse scandaleuse.

La Contribution au service public de l'électricité (CSPE), taxe payée par tous les consommateurs, va augmenter car son montant ne permettrait plus à EDF de couvrir les charges liées au rachat, au-dessus des prix du marché, de l'énergie photovoltaïque produite par les particuliers. L'entreprise se dit déficitaire de 1,6 milliards d'euros. La solution est donc toute trouvée : piocher une fois de plus dans la poche des usagers !

Selon le scénario envisagé par le gouvernement, la taxe augmentera de 67% et pourrait tripler en trois ans.

Dans un contexte de crise économique et sociale où le pouvoir d'achat des ménages, notamment des plus modestes, est déjà au plus bas, que plus de 3,4 millions de familles sont victimes de la précarité énergétique, une telle hausse va alourdir le coût de la charge logement des familles. Pis, elle va contribuer à l'explosion du nombre de coupures de courant pour impayés, plongeant les ménages dans des situations dramatiques. Pour la CNL, ceci est inacceptable.

D'une part, les usagers qui ont installé ces panneaux photovoltaïques sont floués car les économies réalisées sur leurs factures seront amoindries par la hausse de la Contribution au service public de l'électricité. D'autre part, la CNL estime qu'il est scandaleux que les consommateurs combrent ce déficit d'EDF, entreprise qui réalise des profits importants, par ailleurs.

La CNL exige que le gouvernement prenne immédiatement un arrêté pour empêcher cette nouvelle hausse. Elle appelle tous les usagers de l'énergie à se mobiliser. A cet effet, elle a lancé une pétition pour demander le gel des loyers et le gel des prix des énergies.

La CNL demande :

- la mise en œuvre d'un Service public national de l'Energie et de l'Eau
- la mise en œuvre d'un Service public national et décentralisé du logement et de l'habitat
- le gel des loyers dans tous les secteurs locatifs
- la revalorisation de 25 % des aides personnelles et la prise en compte dans le calcul de la totalité du coût des charges locatives
- la construction annuelle de 180 000 logements locatifs véritablement sociaux,
- l'arrêt de toutes les saisies, expulsions, coupures d'eau, de gaz et d'électricité
- la garantie et l'amélioration du statut d'occupation des locataires

A propos de la Confédération Nationale du Logement (CNL)

Première organisation nationale d'habitants avec 80 000 familles adhérentes et 725 représentants élus dans les Conseils d'administrations des organismes HLM et EPL, sa mission principale consiste à défendre l'intérêt des locataires et des accédants à la propriété. Elle milite pour un droit au logement pour tous. Fondée en 1916, la Confédération Nationale du Logement est une association de consommateurs agréée. Elle siège dans toutes les instances concernant le logement et la consommation.